

Le Qatar propose à la France d'investir à ses côtés dans des pays tiers **Qatar**

Posté par: Karim

Publiée le : 4/4/2010 1:16:04

Présent à Paris à l'occasion du 5e Forum pour l'investissement au Qatar, le Premier ministre, Cheikh Hamad Bin Jassim Bin Jabr al-Thani, revient sur ses projets d'investissement en France, notamment dans Areva.

LE FIGARO. - Monsieur le Premier ministre, vous participez les 25 et 26 mars à Paris au Forum pour l'investissement et les finances du Qatar. Qu'attendez-vous de cette réunion ?

CHEIKH HAMAD BIN JASSIM BIN JABR AL-THANI. - Il y a beaucoup d'opportunités pour nos deux pays et ce forum peut être positif pour la France et le Qatar. Cela peut permettre de venir à l'aide de certaines entreprises en difficulté, et puis de nombreuses entreprises françaises souhaitent établir des relations avec le Qatar. Nous sommes ouverts à tout investissement qui pourrait apporter un bénéfice aux deux parties. Nous avons déjà investi beaucoup en Europe dans les domaines financier, industriel et même agricole et nous sommes prêts à envisager d'autres initiatives. Cela explique notre enthousiasme et notre forte représentation à ce forum.

Un certain nombre de grandes entreprises françaises sont très actives au Qatar, comme Total, Areva, Alcatel ou Thales. Quels sont les secteurs où les Français pourraient investir ?

Il y a des possibilités dans plusieurs domaines et tout particulièrement dans l'énergie. Nous allons signer plusieurs accords. Mais notre marché intérieur est limité et, dans nos relations, il n'y a pas que les investissements au Qatar. Pourquoi ne pas envisager des partenariats financiers franco-qatariens pour investir ensemble dans les pays tiers ? De notre côté, nous sommes notamment en discussions pour entrer au capital d'Areva. Pour l'instant, nous en sommes toujours au stade des pourparlers.

Le Qatar est un producteur important de pétrole et de gaz. Que pensez-vous des soubresauts des marchés de l'énergie ?

Il est important qu'il y ait, sur le marché de l'énergie, un équilibre entre l'offre et la demande, ce qui permet un équilibre des prix. Si les prix montent de manière exagérée, c'est mauvais pour le marché, de la même manière qu'une baisse rapide est néfaste car elle handicape les investissements. Ces dernières années, nous avons connu un yo-yo des prix, à la hausse et à la baisse. Je préfère que les prix ne montent pas brusquement parce que cela gênerait l'économie mondiale. D'ailleurs les marchés détestent les grands écarts.

Quel est pour vous le juste prix du baril ?

À mon sens, le prix raisonnable du baril se situe aujourd'hui entre 75 et 85 dollars. Il y a dix ans,

quand le baril était à 7 dollars, les pays occidentaux nous disaient : c'est la loi du marché. Mais quand le baril a dépassé les 140 dollars, les mêmes ne voulaient plus entendre parler du marché. Si, depuis le grand choc pétrolier de 1973, le prix du pétrole avait augmenté régulièrement en suivant l'inflation (2 % par an), le baril serait à 125 ou 130 dollars et l'opinion publique comme les marchés n'y trouveraient rien à dire. D'ailleurs, une voiture qui coûtait 10 000 dollars en 1973 vaut aujourd'hui 150 000 dollars. En fait, nous souhaitons toujours le juste équilibre.

Quelle appréciation portez-vous sur la situation économique mondiale : sommes-nous sortis de la crise ou craignez-vous une rechute ?

À mon avis, le pire est passé. Mais il reste encore des dangers et notamment le fort endettement de nombreux États qui sont intervenus pour soutenir les marchés et la croissance. L'emballement des Bourses me paraît également malsain, et un ajustement sera nécessaire. Les mesures à prendre pour corriger ces excès appellent une coopération de tous les pays, car nous sommes collectivement à l'origine de cette bulle. Toutefois, il ne faut pas que certains responsables essayent d'utiliser la crise pour imposer des contraintes politiques à l'économie. La régulation des marchés est bonne en soi, mais il faut absolument éviter de la politiser.

Le Qatar a aujourd'hui une intense activité diplomatique. Quelles initiatives votre pays pourrait prendre pour aider à la résolution du conflit israélo-palestinien ?

Je ne suis pas très optimiste. Je suis convaincu que les États-Unis déploient des efforts sincères et soutenus pour aboutir à une paix juste et durable. Mais de son côté, Israël demande des négociations uniquement pour obtenir une paix à sa mesure, ce qui est inacceptable pour les Arabes et très dangereux. Rien n'a été fait pour sommer Israël d'arrêter ses implantations à Jérusalem et il est clair qu'Israël parvient à se mettre à l'abri de toute sanction des Nations unies ou d'autres instances internationales. Voilà qui nourrit les frustrations, l'angoisse grandissante et donc le terrorisme. J'espère que les États-Unis renonceront à leur droit de veto pour protéger Israël, afin de permettre la défense des droits légitimes des Palestiniens. Nous avons de bonnes relations avec Israël, nous voudrions les renforcer, mais pour cela il faut qu'Israël accepte les droits légitimes des Palestiniens.

Les Occidentaux, France et États-Unis en tête, sont très inquiets de la volonté de l'Iran de développer l'arme nucléaire. Quel rôle peut jouer votre pays pour aider à une solution ?

Les responsables français et américains connaissent le rôle que nous jouons avec la Turquie et plusieurs autres pays pour trouver un accord diplomatique sans recours à la force. C'est un dossier très important pour le Qatar. Des sanctions contre l'Iran n'auraient pas de résultats efficaces. C'est pourquoi nous souhaitons une solution négociée pour éviter d'accroître les tensions dans la région.

Le Qatar fait de gros efforts en matière d'éducation. Tous les jeunes Qatariens ont accès à l'éducation. L'anglais est votre deuxième langue après l'arabe. Qu'attendez-vous de la France dans le domaine de l'éducation et de la culture ?

L'anglais est notre deuxième langue car nous avons vécu sous mandat britannique. Par ailleurs, c'est une grande langue internationale. Cela ne nous empêche pas de développer l'usage du français. Nous avons plusieurs écoles françaises et nous avons des partenariats avec des universités et des établissements scolaires français. Mes deux enfants fréquentent d'ailleurs une école française à Doha.

Le Qatar est candidat pour organiser la Coupe du monde de football 2022. Serez-vous prêts à cette date ?

Le Qatar à déjà fait ses preuves en organisant les Jeux asiatiques. De l'avis de tous, cela a été une grande réussite. Nous mobilisons toutes nos ressources humaines et financières avec un engagement fort du gouvernement. Nous serons donc tout à fait prêts en 2022 pour organiser la Coupe du monde de football et en faire un immense succès.

Par Etienne Mougeotte

<http://www.lefigaro.fr>